7/2

a.p.l. loire-océan

bulletin régional de l'Agence de Presse Libération

Nantes - Anjou - Vendée - Sud-Bretagne

AGENCE DE PRESSE LIBERATION - 14 rue de Bretagne 75003 Paris.

Directeur Maurice Clavel.

imp. A.P.L.

Le numéro : 1 franc.

bureau régional Nantes "Librairie 71". 29 rue Jean Jaurès.

La reproduction et l'utilisation des informations de l'Agence sont entièrement libres.

Abonnements les 12 numéros (soit 3 mois environ) 10 francs minimum. (Chèques ou chèques à l'ordre de la "Librairie 71".

Abonnement de soutien : 15 ou 20 francs.

APL nantes
informations
cccap n° 54701

Périodique

SOMMAIRE .

ENTREPRISES :

NANTES : grève des Banques . (page 13)
grève du Bâtiment - EDF . (page 13)

SAINT NAZAIRE . TRIGNAC : SEMM (page 11)
PENHOET LOck - out des chantiers (page 12)

VENDEE. ETABLISSEMENTS BONNET .ST PHILBERT DE BOUAINE .(page 13)

AFFAIRE"DU SAC DE MARSEILLE ." (page 8 ,9, 10)
REPONSE au PROLETAIRE LIGNE ROUGE au compte rendu des " 6h contre le colonialisme me portugais (page 1et 2)

PAYSANS TRAVAILLEURS: Ouvriers -Paysans , pourquoi? (page 6)
tract fièvre aphteuse (page 5)

ENQUETE S SOCIALES . Maison maternelle de Gâtine (page1et2)

==========

A NOTER :

SEMINAIRE SUR L'INFORMATION LIBRE EN BRETAGNE
30 et 31 MARS - MUR DE BRETAGNE .
VILLAGE DE VACANCES DE GUERLEDAN PRES DE LOUDEAC .

==========

Maison maternelle de Gatine - suite du dossier de la semaine dernière.

Nantes le 25/3/74.

L'Association Départementale de Femmes Chefs de Familles et les organisations politiques, syndicales, familiales et professionnelles se sont réunis lundi soir 8 rue de Kervegan pour faire le point des démarches entreprises et envisager la suite.

1 - Madame la Directrice de la Maison maternelle de Gatine a répondu négativement à la demande d'entrevue adressée par l'ADRCF le 14/3/74.
2 - Le Prefet et le Président du Conseil général n'ont pas encore répondu aux lettres qui leur ont été adressées le 14.
3 - 8 conseillers généraux ont été contactés depuis le début de l'action par l'ADFCF. Des promesses de présenter cette question à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil général ont été données.
4 - Le service de la sauvegarde de Loire Atlantique a écrit à l'ADFCF pour s'élever contre les "informations mensongères" qui ont paru dans Ouest France à la suite de la conférence de Presse du 13/3.
5 - Les participants à la réunion du 25 ont décidé de rédiger et d'aller porter en d délégation le mercredi 27 à 14 h une lettre au Directeur de la DDASS, lui demandant un rendez-vous.
6 - Une campagne d'information va être lancée par l'ensemble du groupe.
7 - Un article paru dans l'éclaireur de Chateaubriant les 23-24 mars annonce l'intention du sous-préfet d'effectuer une visite débat à Gatine, dans le courant de cette semaine.
8 - Le sous-prefet de Chateaubriant contacté par téléphone au cours de la réunion du 25 a refusé de dire quel jour aurait lieu cette visite, a refusé que les Femmes Chefs de Famille y participent et leur a signalé qu'elles ne devraient pas parler de choses qu'elles ne connaissent pas. Il y aurait actuellement à Gatine 11 personnes employées pour les 15 femmes pensionnaires....!

La commission de surveillance qui se rendra à Gatine cette semaine sera accompagnée par la Presse de Chateaubriant.

A suivre....

Réponse du Prolétaire Ligne Rouge au compte rendu des "6 heures contre le colonialisme portugais" paru dans l'APL 72 et signé "Correspondance des membres de l'Union Marxiste de Nantes présente à cette manifestation".

Rétablissons d'abord les faits : le 17 marss'est déroulé à Nantes un meeting "6 heures contre le colonialisme portugais" ayant pour thème central "contre le colonialisme portugais, soutien aux luttes de libération nationalesdes peuples de Guinée Bissau, Angola et Mozambique". Malgré les évidentes faiblesses d'organisation de ce meeting,-ressenties essentiellement au niveau de son déroulement- les quelques 250 personnes présentes (dont un certain nombre de familles immigrées portugaises, d des travailleurs nord-africains, des jeunes travailleurs français, des étudiants africains et de nombreux progressistes) ont manifesté chaleureusement leur soutien a aux luttes des peuples du monde opprimés par l'impérialisme. Cette manifestation, à l'initiative d'O Salto, était organisée conjointement par O Salto (journal des travailleurs portugais immigrés), le Comité de Soutien aux Déserteurs et Réfractaires Portugais, le Prolétaire Ligne Rouge, Front Rouge, les Comités Indochine Palestine et la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France.

L'UMN qui n'a pas participé au travail d'organisation de ce meeting - malgré la proposition qui lui en a été faite en temps voulu - est donc assez mal placée pour donner des leçons. Car c'est bien de cela qu'il s'agit en fait : son compte-rendu critique, tout en sous-entendus et en insinuations, frise le ragot.

Nous y répondons pour notre part, laissant aux autres organisations le soin de le faire quant à elles si elles le jugent utile et fondé.

Tout d'abord les "diverses organisations françaises" (texte de l'UMN) qui sont intervenues au meeting sont celles qui ont participé effectivement au travail de préparationet de mobilisation de ce meeting. Les "autres militants, d'autres organisations dont certainesmarxistes léninistes" (l'UMN) qui auraientsoit-disant "jugé préférable de ne pas intervenir" n'étaient pas en fait habilitées à le faire puisque

En outre, pour notre part, nous aurions préféré une intervention commune des organisations françaises participantes, comme nous l'avons fait savoir en temps voulu dans le cadre unitaire, mais cela n'a pas été possible pour diverses raisons et nous le regrettons.

Quant aux "longues interventions qui ont un peu endormi la salle" aux "pénibles interventions longues et abstraites", nous laissons l'entière responsabilité de ces qualificatifs à l'UMN. Nous nous bornerons simplement à rappeler brièvement ici le contenude l'intervention pu Prolétaire Ligne Rouge.

Après avoir dénoncé le fait quela bourgeoisie fasciste portugaise ne peut continuer sa salle guerre coloniale qu'en le faisant payer très chèrement au peuple pot portugais, de sa sueur et de son sang (150 000 soldats portugais outre-mer; 55 % d'analphabètes au Portugal; mortalité infantile de 9 %0 ; exploitation forcenée sur les lieux de travail ; répression et encadrement policiers permanents), qu'avec l'ai de énorme des puissances impérialistes occidentales (par le biais de l'OTAN surtout) auxquelles le Portugal est lui-même inféodé,
nous avons fermement, faits à l'appui, dénoncé le soutien diplomatique, économique et militaire de l'impérialisme français au colonialisme portugais (en soulignant, entre autres, le rôle de marchands de canons des sociétés françaises : SNIAS, Panhard Matra, Creusot Loire...).

Puis nous avons clairement dénoncé l'impérialisme français - qui ne se limite pas à l'héxagone métropolitain mais tire l'essentiel de ses ressources et de sa puissance de toutes ses positions économiques, militaires et politiques dans le monde entier, y compris dans les colonies portugaises et au Portugal même - comme l'ennemi principal et direct de la classe ouvrière et du peuple français, de la révolution en France. Sous les coups de boutoir de plus en plus sérieux que lui portent les peuples qu'elle opprime dans ses néo-colonies (essentiellement en Afrique) et dans ses colonies (les DOM-TOM: Martinique, Guadeloupe, Réunion, Comores, Djibouti...) et dans le contexte actuel de la lutte des pays arabes pour récupérer leur pétrole, la bourgeoisie impérialiste française, pour garder un maximum de profits et faire face à la concurence internationale accrue, restructure, réorganise son économie en métropole. Ce qui signifie pour les travailleurs : diminution des horaires et donc des salaires, licenciements collectifs, hausse effrénée des prix. Mais les travailleurs sont décidés à défendre activement leurs intérets comme le prouvent les grandes luttes actuelles (Saviem, Rateau, SEMM...) pour lesquelles LIP est un exemple à suivre.

Les luttes des peuples opprimés par l'impérialisme français et celles du prolétariat en France convergent donc vers un même ennemi : la bourgeoisie impérialiste française et l'impérialisme en général.

Nous avons donc souligné qu'étant donné la nature du système impérialiste qui est un tout, le soutien que nous devons apporter aux peuples en luttes n'est pas une aide charitable, un acte humaniste, mais une nécessité pour la révolution en France, l'approfondissement des contradictions au niveau mondial aiguisant les contradictions de classe en France même. La tâche des révolutionnaires en France est d'organiser activement là où ils interviennent ce soutien, dans cet esprit d'internationalisme prolétarien.

Nous regrettons enfin que l'APL Nantes Loire Océan, bulletin régional d'information, se soit fait le porte parole d'une pareille prise de position (d'autant plus que par ailleurs l'APL a omis de loindre à l'un de ses N° le tract d'appel au meeting comme cela était convenu). Nous demandons donc à l'APL de publier intégralement cette réponse qui a pour objectif principal en rétablissant certains faits, de faire progresser le débat public, ouvert, franc, entre les différentes organisations révolutionnaires. Nous estimons que des articles tels que celui-ci, venant de l'UMN, de militants se réclamant du marxisme léninisme, ne peuvent au contraire que contribuer à fausser ce débat nécessaire, à le rendre confus et stérile. Pour notre part, afin de contribuer positivement à l'unification des marxistes léninistes et d'avancer dans la construction d'un véritable parti communiste, marxiste léniniste, nous ferons très prochainement des propositions qui nous semblent plus constructives.

Le Prolétaire Ligne Rouge 27/3/74

(6)

PAYSANS OUVRIERS : SOLIDAIRES . POURQUOI?

PAYSANS: PATRONS ?

Depuistoujours on laisse croire que les Paysans sont des Patrons , des chefs d'entre prise , libres et responsables . Certes , les Paysans ont une part d'initiative dans l leur travail que n'ont pas les ouvriers , mais celle -ci est bien limitée :

-Quand nous vendons notre lait ou notre viande , qui fixe les prix ? C'est l'entrepri prise qui facture , sans tenir compte de la rénumération de notre travail .

-Quand nous achetons du matériel , des engrais , on nous fait encore une facture.

-Pour travailler , il nous faut de la terre : nous sommes souvent obligés de l'achet -ter avec le fric du Crédit agricole .

nos patrons , ce sont ces entreprises : laiteries , firmes d'aliment , crédit Agricole Sans oublier la dépendance des fermiers vis à vis de leurs propriétaires .

OUVRIERS ,PAYSANS : DANS LA MEME BARQUE !

BONNETannonce une augmentation de chiffre d'affaire de 50% en un an .
BONNET construit un petit château innocupé depuis 3ans , sans oublier quelques autres résidences secondaires : chalet ...
Qui a permis cet enrichissement ?Le TRAVAIL DES OUVRIERS .
Depuis un an , la viande a baissé de 2F au KG à la production , mais elle ne cesse d' augmenter à la consommation .
Qui empoche la différence ? ...GRACE AU TRAVAIL DES PAYSANS !
Ouvriers et paysans sont dans des situations apparemment différentes , mais les uns et les autres sont explpités par des patrons , face auxquels il faut lutter en permanence pour arracher un minimum de rénumération du travail .

OUVRIERS PAYSANS TRINQUENT ...

Le système capitaliste est en crise : l'inflation galope , les prix augmentent , 800.000 chômeurs.....
On dit que tout cela est dû au pétrole , mais le pétrole rend bien service à nos dirigeants pour justifier toutes les hausses . Alors , on calme les esprits , en faisant appel au civisme des Français .
En fait , ce sont les travailleurs ,ouvriers et Paysans ,qui trinquent .
On diminue leur pouvoir d'achat , mais on ne réduit pas les profits des actionnaires et des possesseurs de capitaux ?.Certains saisissent même l'occasion pour les accroitre .
Essor économique , croissance économique ne sont pas un but en soi ; le Progrès économique ne se juge pas au pourcentage , et au nombre d'emplois nouveaux . Il y a progrès quand on permet aux hommes d'être responsables de leur travail , de leur existence .
L'essor économique d'une commune, c'est bien, mais si c'est pour mieux exploiter les travailleurs au profit de quelques uns, nous ne sommes pas d'accord !
A l'usine et dans les champs, pour conserver sa place, il faut bosser toujours plus

- Rendement, cadences à l'usine pour gagner un salaire minimum.
- 12 h, 15 h de travail par jour à la ferme pour rembourser le Crédit, payer les investissements.

On exploite au maximum le travail des uns ou des autres, au nom de la rentabilité (mais de qui ?), de la compétitivité, qui élimine certains.

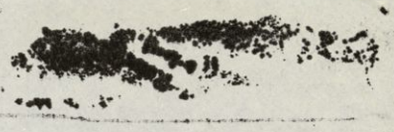
PAYSANS, NOUS SOMMES SOLIDAIRES DES OUVRIERS DE CHEZ BONNET, PARCE QUE NOUS SOMMES NOUS AUSSI DES EXPLOITES.

NOUS SERONS NOMBREUX POUR SOUTENIR LEURS REVENDICATIONS AU

MEETING VENDREDI 22 MARS 1974

L'AFFAIRE DES STADES DE LA D.S.T. ET DES S.A.C.

L'ORDRE DE MISSION DU S.A.C. EN MAI 1968



FRANÇOIS MITTERRAND : « LES REVELATIONS DE LIBERATION NE M'ETONNENT PAS ! »

SERVICE
ACTION
CIVIQUE

84, rue Nau
MARSEILLE (V°)

ORDRE DE MISSION n° 783

Le porteur du présent ordre de mission est un agent matriculé sous le n° du SERVICE D'ACTION CIVIQUE.

Il est accompagné pour cette mission des militants :

= [redacted] = [redacted]
= [redacted] = [redacted]
= [redacted] = [redacted]

composant son groupe.

Dès réception de l'ordre, il devra regrouper les sujets figurant sur la liste annexe dans les enceintes prévues à cet effet et rendre compte immédiatement de l'exécution de l'opération, effectuée sous ma responsabilité.

CONSIGNES IMPERATIVES : Ne pas donner de détails aux sujets regroupés. Eviter les brutalités inutiles. Présenter l'internement comme une mesure passagère. Saisir les documents intéressants et me les remettre personnellement.

IMPORTANT : en cas d'accrochage avec les forces de police, NE PAS SE LAISSER DESARMER ET TELEPHONER IMMEDIATEMENT A LA PERMANENCE.

Véhicules autorisés : [redacted]

Armement autorisé : Thompson matr. [redacted]

ACP [redacted]

Marseille, le 24 Mai 1968 Le Chef du Service d'Action Civique:

ORDRE DE MISSION A RESTITUER EN CAS DE NON UTILISATION - IMPERATIF !

CONFIDENTIEL

François Mitterrand, au cours de sa conférence de presse sur la situation générale hier matin, a évoqué les informations de *Libération*, et trouvé *« scandaleux que le gouvernement français n'ait pour unique pensée que de réunir tous les éléments qui lui permettront d'étouffer la vérité dès lors que les actions d'un service indépendant de lui* (DST) *risquent d'être mis à jour ».*

Ironisant, M. François Mitterand s'est exclamé *« que le droit soit confié à Roger Frey, pour ceux qui ont des souvenirs, quelle distraction »...* (Roger Frey [illegible] ministre de l'Intérieur lors de la répression de la manifestation de Charonne en février 1962 qui fit 9 morts). On s'étonnera par contre que le virtuel candidat à la présidence de la république n'ait pas jugé bon de préciser quelles conséquences de telles informations pouvaient [illegible] pour la stratégie du Programme commun !

« Que le gouvernement [illegible] rende le complice objectif [illegible] tous ceux qui bourrent [illegible] micros les centrales syndicales et les bureaux de quiet [illegible] risque de gêner son action [illegible] dis qu'il a tort. Il se grandit [illegible] s'il frappait. Les interventions [illegible] garde des Sceaux [illegible] laisser espérer une [illegible] plus haute du service public mais il faut qu'elle soit [illegible] des faits.

« Les révélations de [illegible] tion ne m'étonnent pas, et [illegible] n'étonneront pas la majorité [illegible] Français. Un régime fondé [illegible] les complots, sur la conjuration sur les services secrets et [illegible] développement des polices [illegible] rallèles, ne peut se débarrasser de ses mauvaises habitudes surtout lorsqu'il se sent menacé comme il l'est aujourd'hui. ».

NOUVELLE LISTE DE 10 MILITANTS DE GAUCHE A DEPORTER

Nous publions aujourd'hui l'ordre de mission des responsables du SAC le 24 mai 68. Cet ordre accompagnait les fameuses listes dont nous avons commencé la publication. Il servait en quelque sorte de mode d'emploi. Un mode d'emploi pour les rafles d'hommes de gauche et d'extrême gauche et leur internement dans les stades marseillais.

Va-t-on laisser le silence retomber sur cet épisode de mai 68 et dont on peut légitimement supposer, alors que la lutte *« contre l'adversaire intérieur »* est devenue un leitmotiv officiel, qu'il ne s'agissait que d'un brouillon. Aujourd'hui, on peut être certain que dans les plans de répression possibles, l'internement dans les stades a dû devenir une mission dont on a dû enlever l'exécution aux polices parallèles pour la confier à des gens plus sérieux. Enfin, tout cela fait partie de l'héritage de Chirac, nouveau ministre de l'Intérieur.

Ce nouveau document prouve plusieurs choses.

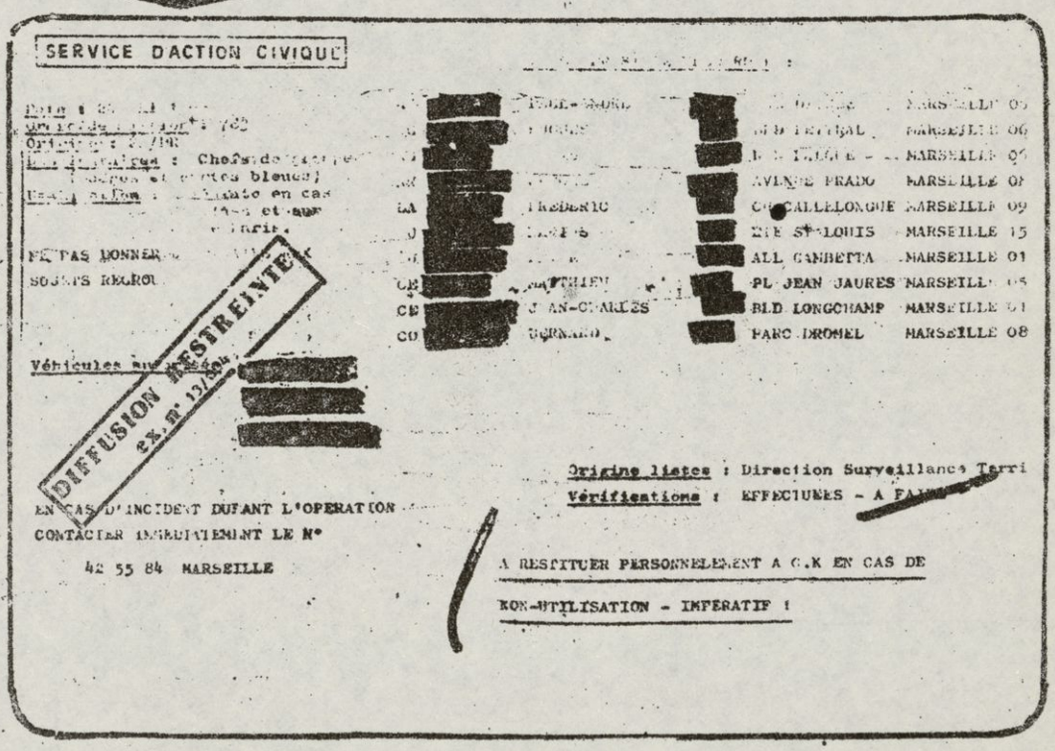
1 – Il s'agit bien d'une opération de type fasciste exécutée par une police parallèle. Tous les mots y prennent une signification sinistre. Cela a le style d'un ordre de déportation jusqu'à cette recommandation : *« présenter l'internement comme une mesure passagère »*.

2 – Cette opération a été improvisée. C'est « en cas de ». On en a chargé le SAC, parce qu'à l'époque aucun organisme officiel n'était préparé à ce type de mission. Faute de mieux, on a pris le SAC.

3 – Des accrochages sont envisagés avec la police. Car cette opération – internement dans les deux stades de Marseille – n'est pas une opération qui passe inaperçue. D'où la précision : *« En cas d'accrochage avec les forces de police, ne pas se laisser désarmer et téléphoner immédiatement à la permanence »*. La déduction logique, c'est que les conflits se règlera en haut lieu.

4 – C'est une opération armée. Pour des raisons de sécurité, certaines armes ont été rayées par nous. Reste la mention de deux armes de combat, un Thompson, c'est à dire une mitraillette, et un ACP, c'est-à-dire un pistolet 11-43. Pour la première fois, ce n'est qu'à partir de cette année que la brigade anti-gang a été équipée d'armes aussi meurtrières que les ACP calibre 11-43.

5 – C'est donc une opération de guerre civile. Non plus froide, mais chaude. Et une opération d'une telle envergure ne peut pas être l'œuvre d'un responsable du SAC, aussi zélé soit il. Elle constitue une pièce dans un dispositif d'ensemble. Cette opération a été décidée en haut lieu, dans un lieu extérieur au SAC, dans une instance politique, au minimum à un niveau gouvernemental, pour que puisse s'opérer la collaboration DST-SAC sans laquelle cette opération était impossible et le règlement des accrochages possibles avec les forces de police, auxquelles pour le moins on ne faisait pas toute confiance. Les syndicats de police auraient à se prononcer là-dessus.



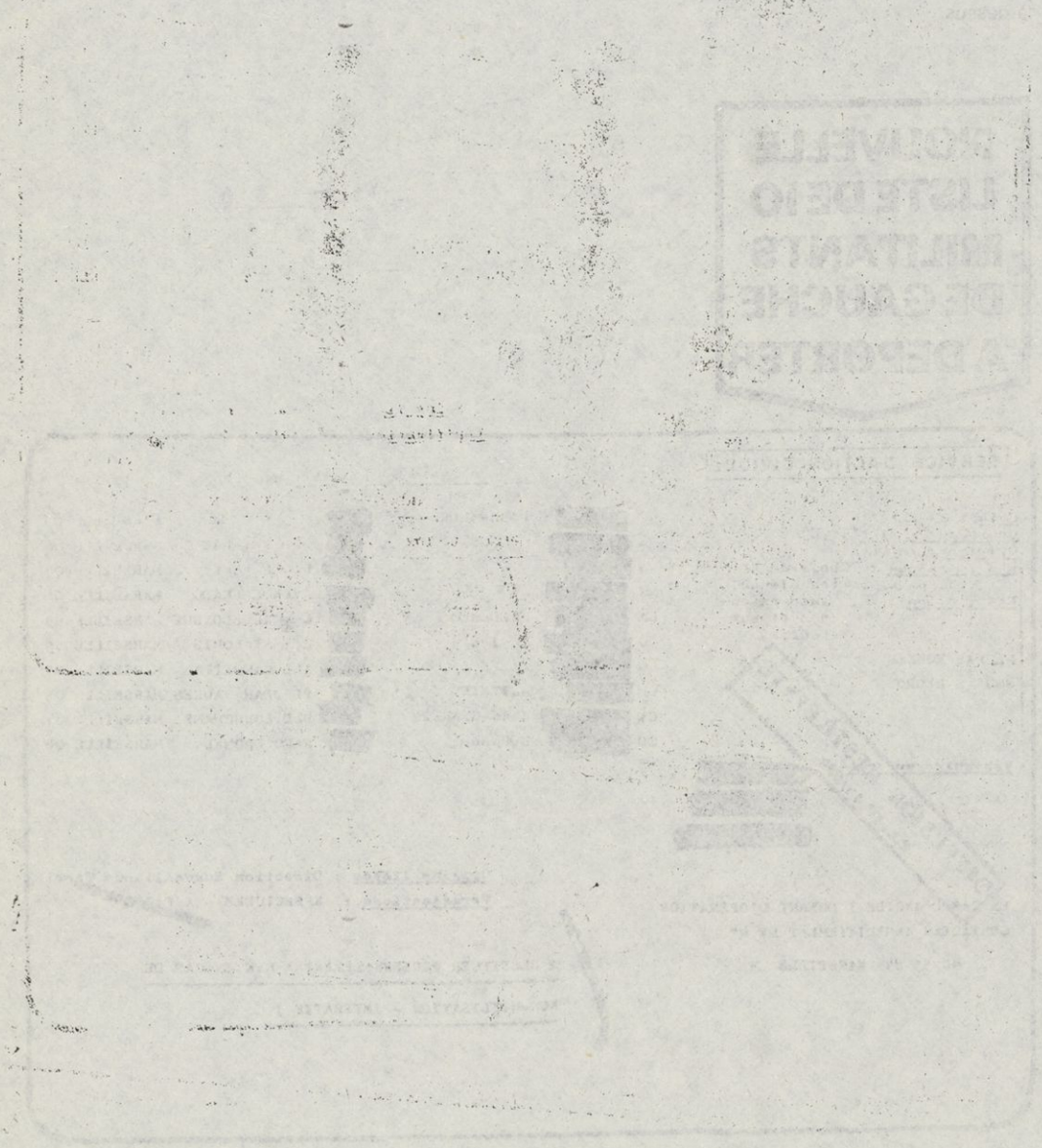
SERVICE D'ACTION CIVIQUE

DIFFUSION RESTREINTE
EX. N° 12/68

EN CAS D'INCIDENT DURANT L'OPERATION
CONTACTER IMMEDIATEMENT LE N°
42 55 84 MARSEILLE

Origine listes : Direction Surveillance Terri
Vérifications : EFFECTUEES - A FAIRE

A RESTITUER PERSONNELLEMENT A C.K EN CAS DE
NON-UTILISATION - IMPERATIF !



(11)

E PRESSE .

AZ UE .

Si la SEMM est reprise par le groupe Garnier ,les avantages acquis pa
sont remis en cause . La lutte continue .

) Le groupe GARNIER , qui exploite notamment une usine de matér
REDON , s'est mis sur les rangs pour une reprise de l(usine SEM
, directeur de Garnier , a annoncé qu'il reprendrait 455 salariés
surtout , il les reprendrait avec ses conditions de salaires à lu
référence à ceux de l'usine de Redon .
ls , qui bénéficient d'un salaire plancher pour la région nazairie
aient jusqu'à 33% pour les coefficients inférieurs à 240 . Pour l
, la perte serait (seulement ?) de 9% au coefficient 340 .Quant au
(ouvriers) la perte moyenne serait de l'ordre de I5% , variable sel
. Il faut dire en plus que ces salaires déjà diminués , correspond
raire de 4[illegible] heures et non de 40 heures comme naguère . Enfin , les
ges sociaux seraient remis en cause :
ine de congés , I3ème mois etc ...
il y a eu une kermesse de soutien dans l'usine , sur laquelle le
artagés . Bien des spectateurs ont trouvé qu'il n'y avait pas du
de lutte , d'action , puisque pas un mot ou presque n'a été di
i après midi (le 26) les Chantiers manifestaient devant l'Hotel
aire à l'occasion d'une conférence de presse des responsables syn
lus bas). Vers 4 h I/2, une centaine d'ouvriers de la SEMM sont arriv
joints à ceux des Chantiers. Ils ont bloqué l'Hotel de ville. La co
se terminée, il y a eu une prise de parole. La SEMM est repartie en
s la sous-prefecture, pendant que les Chantiers repartaient dans un
r.
a sous - préfecture, des pierres et des boulons ont été lancés sur
ant que les responsables syndicaux CGT et CFDT étaient reçus.
long a été abattue à force d'être secouée, et le feu a été mis
nt le parc privé de Mr le sous-préfet. Les gars des Chantiers,
ne sont pas intervenus pour les aider, mais ont scandé des

sortir de l'entrevue, les responsables syndicaux SEMM ont souligné
voirs publics persistaient à ne pas apporter de solution valable au
SEMM le sous-préfet était prévenu : il ne faudrait pas s'étonner
installe dans la rue dans les jours à venir.
propos, il faut bien souligner ceci : contrairement à certaines
dans les journaux locaux, ce ne sont pas des éléments"extérieurs"
blés" qui ont fait sauter la grille. Ce sont des ouvriers de la SEMM
bles syndicaux. L'action ne sort pas du contrôle syndical de la CGT
joritaire. Sa "dureté" corresppnd au désir de la CGT de faire des
à la combativité des ouvriers, dont beaucoup de jeunes, qui autr
ont inemployés, et donc "incontrôlable".

: Le lock-out des chantiers n'est pas une surprise. Puissante manif
llos. (APL 28/3)

à l'augmentation du coût de la vie, la CGT et la CFDT des chanti
ue ont remis en cause l'accord d'entreprise dont les augmentati
, Ils revendiquent une augmentation minimum uniforme de 200F. Pou
ssemblées Générales par secteur ont eu lieu, au cours d'un vote,

salaires se sont prononcés pour l'action, Force Ouvrière s'en désolidarisant.

Depuis 15 jours, des débrayages tournants par secteur désorganisaient complètement la production : les derniers jours, elle n'était plus que le quart de la normale. C'est cette méthode qui fait le moins perdre d'argent aux ouvriers. A chaque débrayage, un secteur arrête le travail dans une ambiance de fête, avec musique, et va rendre visite à un secteur qui continue de travailler, et le paralyse. Les actions sont très suivies, avec beaucoup de discussions et un bon moral.

Le patronat n'avait pas l'intention de céder, et cela dans le cadre du contexte politique général de "serrer la vis". La seule réponse pour lui était le lock-out. Déjà jeudi, la cantine avait cessé ses commandes de viande. Le lock-out n'est pas une surprise, contrairement à ce que dit la presse. Tous les jours on en parlait même si on ne pensait pas toujours qu'il serait pour lundi. La direction a donc saisi un prétexte. Vendredi soir, un ingénieur a été retenu 2 heures dans son bureau il voulait mettre des heures à bas à un secteur qui ne débrayait pas, mais qui était "visité".

Lonk-out lundi : sur le terre-plain de Penhoet, les syndicats CGT et CFDT ont proposé une manifestation en ville et l'ont faite aussitôt après. Depuis ce temps, les ouvriers ne sont pas retournés à Penhoet. CGT et CFDT ont imposé le besoin d'alerter l'opinion publique, sans dire un mot d'une éventuelle occupation. Il n'en a été question à aucun moment. Manifestation dans toute la ville, et devant la sous-prefecture, blocage un moment de la route de Nantes.

Les syndicats ont imposé au sous-préfet de contacter la direction. Une entrevue a eu lieu à 18 h 30, mais à Nantes et non pas à ST Nazaire. CGT et CFDT ont demandé à négocier les 200 F. La direction acceptait de rouvrir les portes, mais à condition que les syndicats s'engagent à ne plus débrayer par secteur ni désorganiser la production. C'est une atteinte insolente au droit de grève, et même FO et le CGC qui sont hors du mouvement l'ont dénoncée.

Mardi matin, manifestation, encore devant la sous-préfecture, intervention au marché. L'après-midi conférence de presse à l'hotel de ville où ils se sont rejoints par les gars de la SEMM (voir plus haut)

mercredi, manifestation de la métallurgie à 16 h.

La manifestation a été extraordinairement nombreuse, avec une foule jamais vue depuis bien des années, de 12 à 15 000 personnes (St Nazaire a 70 000 habitants) nouveau meeting devant la sous-prefecture, devant les barbelés qui remplaçaient les grilles renversées la veille. Au moment où les syndicats annonçaient la dislocation un gros groupe de jeune a secoué les grilles encore en place et remis le feu aux paillons. Ce groupe comprenait une partie de jeunes ouvriers, en particulier de la SEMM, et un certain nombre de "marginaux", de lycéens et de collégiens.
Les gardes mobiles tretranchés dans le batiment ou cachés (bien mal) sous les arbres du parc ont riposté, arrosé de grenades lacrymogènes et chargé. Les échauffourées ont continué pendant 2 heures dans les rues voisines et jusque place Marceau à quelque distance des Bourses du Travail.

Comme celui de la SEMM, le conflit des Chantiers ne semble pas devoir se terminer à court terme, à cause de l'intransigeance patronale. Il faut dire pourtant que la direction a fait savoir dans les milieux patronaux que les Chantiers sont prospères et les profits en hausse.

St Nazaire : Débrayages à l'aérospatiale pour soutenir les négociations sur les salaires et les conditions de travail (le 25)
A la suite de la manifestation des habitants du quartier de la Bouletterie, une cabine téléphonique publique sera installée.

Guérande : La grève à UGECO continue.

Vendée : Des études sont en cours pour implanter une centrale nucléaire sur la côte, notamment entre St Gilles et Brétignolles.

REVUE DE PRESSE (suite)

VENDEE : SAINT PHILBERT-DE-BOUAINE .

Grève aux Etablissements BONNET (Meubles)
La grève a commencé le 17 MARS ,et le mouvement se poursuit .
Le mercredi 20: L'après midi , un inspecteur du travail s'est rendu à SAINT PHILBERT pour prendre contact avec les dirigeants de l'entreprise . Dans la soirée , un défilé s'organisait dans le bourg . il n'y eut pas d'incident .
Dans la journée , MONSIEUR ARTHUR BONNET , voulant forcer un piquet de grève pour entrer dans l'usine , bouscula Monsieur GOULET , qui retomba sur le capot .
Muni d'un certificat médical , prescrivant une incapacité de travail de 8jours , Monsieur Goulet se rendit à la gendarmerie porter plainte contre Monsieur BONNET .
Lundi 25 : La direction informe son personnel qu'aucun lock - out n'a été envisagé et que l'usine demeure ouverte à toute personne désirant travailler .
Toujours d'après la direction , au cours de la réunion du Vendredi22 , aucun accord n'est parvenu à terme . La direction a proposé aux délégués du personnel une augmentation de 2%sur les salaires à compter du 1er Mars , une de 3% à compter du 1er Mai, une autre de 3% à compter du 1er Septembre . La direction rappelle qu'une augmentation de 2% a été faite le 1er Janvier et qu"une diminution de temps de travail de 1/4 d'heure é été compensée par une augmentation de salaire de 3,50% . La direction a demandé un vote à bulletins secrets de tout le personnel (448 personnes) afin que celui -ci se prononce"pour ou contre la reprise du travail " La direction des cuisines Bonnet se permet d'indiquer quelques taux horaires de base qui seront appliqués à partir du 1er Mars pour un temps de présence de 46H15 :manoeuvre ordinaire6,63 , manoeuvte spécialisé 3ecatégorie , 7,17 , ouvrier spécialisé 3e catégorie 8,11 , ouvrier qualifié 3e catégorie 8,49 ; ouvrier hautement qualifié 2ecatégorie 8,87 .
" Dans notre société ajoute le communiqué de la direction , les salariés bénéficient également de laparticipation aux bénéfices depuis 1968 et une cantine dans ses entreprises , d'un 13e mois .

==========

Les paysans travailleurs ont apporté un large appui aux grévistesde chez Bonnet , en participant à la manifestation organisée le vendredi soir devant les ateliers . Cette solidarité s"est concrétisée par une vent de viande à prix réduit devant l'usine.
L'union locale CFDT de MOntaigu et des environs appelle d'autre part tous les travailleurs à se tenir prêts pour de nouvelles formes d'action possibles .

BASSE ATLANTIQUE .

Bâtiment : Lundi 25 :une jounée de grève dans le batiment , et les travaux public
EGF : grève jeudi21 Mars .Des coupures de courant eurent lieu ?. le mouvement devait continuer le lendemain .Cette journée d'action décidée par la CFDT dans les centrales thermiques a eu des répercussions à Cordemais et à Cheviré , où la production est tombée à 850 méga -watts /H à 204 et à Cordemais de 600 à 330 .
GREVE DANS LES BANQUES : La grève dans les banques se poursuitavec la même détermination. Les opérations de compensation n'ont pu avour lieu ..Une entrevue avec le MInistre a eu lieu ,et une manifestation à Paris . Le conflit ne semble cependant pa pas résolu .
BASSE INDRE ETABLISSEMENTS CARNAUD :Les organisations syndicales ont accepté de reprendre les négociations et des réunions de travail ont été prévues à cet effet .

ACCIDENTS DU TRAVAIL /

CHATEAUBRIANT :Un ouvrier meurt enseveli au fond d'une tranchée . Vers 11H , jeudi 21 , un ouvrier de l'entreprise Gilarski (batiment) de Blain , qui travaillait sur un chantier à côté de l'abattoir a trouvé la mort alors qu'il était au fond d'une tranchée , qui venait d'être creusée.
NANTES : le mardi 20 4 hommes ont été blessés pendant leur travail.
A Carquefou Mr Weber a été brûlé au visage et aux mains.
Chez Brissoneau Mr Deniaud a eu le ppuce gauche sectionné.
Sur les quais MRS Brunette et Baud ont été blessés au cours d'un déchargement de bateau.

(14)

Tract distribué par les paysans travailleurs de la région de St Nazaire le 28/3/74

PAYSANS , OUVRIERS AUJOURD'HUI SOLIDAIRES.

En 1968, attiré par des aides importantes de l'État (subventions pour création d'emplois), Trigano décidait de racheter une usine de fabrication de caravanes.

Début 1974, 5 ans après sa création, alors que l'usine fonctionne à plein, on a annonce brutalement le licenciement collectif de 630 travailleurs, plus 160 intérimaires. Environ 600 salariés des boites sous-traitantes sont également touchés.

Il y a conflit entre les droits des travailleurs dont l'usine est l'outil de travail et les intérets et privilèges des possesseurs de capitaux qui utilisent abusivementla legislation en vigueur pour faire le maximum de profit.

A ce jour, après plusieurs négociations, rien de positif n'est sorti.

NOUS AUSSI, AGRICULTEURS, NOUS SOMMES VICTIMES DES POSSESSEURS DE CAPITAUX.

* dans le domaine FONCIER par la spéculation foncière qui devient de plus en plus abusive et contraint un certain nombre à quitter l'agriculture.
* par les prix de la viande et du lait et des autres produits qui ne nous sont pas payés à leur prix de revient.

Nous sommes comme tous les travailleurs victimes d'un système capitaliste basé sur le profit. C'est pourquoi, OUVRIERS et PAYSANS, nous devons être SOLIDAIRES POUR le maintien de l'emploi dans notre région :

* pour que l'ouvrier ait un salaire lui assurant de vivre dignement de son travail.
* pour que l'AGRICULTEUR puisse vendre son produit au prix de revient, pour avoir un revenu comparable à celui des autres travailleurs.

Nous affirmons notre solidarité aux ouvriers de la SEMM par la collecte de produits agricoles : aujourd'hui par la vente de viande, demain par la vente d'autres produits, au prix vendu à la ferme.

Les agriculteurs FDSEA de la région de St Nazaire.

Communiqué du collectif de l'APL NANTES à propos des deux articles concernant les " 6 heures contre l'impérialisme portugais".

Nous rappelons que le communiqué concernant le meeting "6 heures contre l'impérialisme portugais" ne représentait le point de vue que de quelques personnes.

Il est regrettable de n'avoir reçu que cette seule information.

Quant au contenu du premier article, il repose le problème du contrôle des informations que nous diffussons. Nous comptons débattre de ceci lors des prochaines AG de l'APL Nantes qui auront lieu en Avril.